



Sommet sur les compétences 2018 de l'OCDE
28 et 29 juin 2018
Porto, Portugal

Rapport de la délégation du Canada

Table des matières

Introduction	3
Délégation du Canada.....	3
Principaux points de la discussion	4
Résultats clés.....	7
Conclusion.....	7

Introduction

Les 28 et 29 juin 2018, le Portugal a été l'hôte, à Porto, du Sommet sur les compétences 2018 de l'OCDE. Sur le thème *Skills for a Digital World* (des compétences pour un monde numérique), le Sommet sur les compétences 2018 a réuni les ministres responsables des portefeuilles liés aux compétences, dont ceux de l'éducation, de l'enseignement supérieur, de la formation professionnelle, de l'emploi, des sciences et de l'innovation, du développement économique ainsi que des priorités numériques¹.

MM. Tiago Brandao Rodrigues, ministre de l'Éducation du Portugal, et Angel Gurría, secrétaire général de l'OCDE, ont ouvert le sommet, en soulignant la nécessité pour les pays de veiller à limiter les fossés sociétaux que la numérisation accrue de leurs systèmes d'éducation pourrait creuser. La numérisation risquant de supplanter ou de perturber 14 p. 100 des emplois dans les pays de l'OCDE, les élèves doivent être munis des compétences qui leur permettront de naviguer dans un univers numérisé et mondialisé. Puisque les gens auront besoin d'ensembles de compétences nouvelles et d'une constante formation d'appoint, M. Rodrigues a souligné l'importance de demander au personnel éducatif de contribuer à l'élaboration de programmes de recyclage et de mise à niveau des compétences.

Le sommet a porté sur les efforts déployés par les pays pour veiller à ce que leurs citoyennes et citoyens possèdent les compétences dont ils ont besoin pour participer pleinement et efficacement à un monde numérique de même que sur les mesures prises par les gouvernements pour réformer leurs politiques et leurs établissements afin de mieux les adapter aux défis et aux possibilités d'un monde numérique, les discussions ayant notamment exploré les initiatives, les expériences et les plans pour relever ces défis.

Délégation du Canada

M. Allan Hawkins, ministre de l'Enseignement postsecondaire, des Compétences et du Travail de Terre-Neuve-et-Labrador, a été nommé chef de la délégation du Canada. Les autres membres de la délégation étaient les suivants.

CMEC

- M^{me} Genevieve Dooling, sous-ministre de l'Enseignement postsecondaire, des Compétences et du Travail de Terre-Neuve-et-Labrador
- M^{me} Antonella Manca-Mangoff, directrice, International, Secrétariat du CMEC

Emploi et Développement social Canada (EDSC)

- M. James Clarkson, directeur général par intérim, Politique économique
- M^{me} Claudia Theriault, analyste des politiques

¹ Les États-Unis et l'Allemagne étaient absents, et le Kazakhstan était le seul pays participant asiatique.

Principaux points de la discussion

Le sommet s'est articulé autour de trois sujets liés au thème principal des compétences pour un monde numérique, de sorte que les trois principaux domaines d'intérêt ont été explorés séparément.

1. Risques et possibilités d'un monde numérique : le paysage changeant des besoins en compétences – Comprendre
2. Repenser les politiques de l'éducation et de l'apprentissage continu – Concevoir
3. Vers de meilleures politiques sur les compétences pour le monde de demain – Mettre en œuvre

Les diverses séances ont débuté par des présentations de l'OCDE, qui ont fourni le contexte des discussions, ainsi que par quelques remarques prononcées par les présidents des séances : le ministre portugais de l'Économie (1^{re} séance); le secrétaire d'État portugais aux Sciences, à la Technologie et à l'Enseignement supérieur (2^e séance); et le ministre portugais du Travail, de la Solidarité et de la Sécurité sociale (3^e séance).

Les ministres ont discuté de la transformation opérée par la numérisation sur la façon dont les gens travaillent, apprennent, vivent et communiquent les uns avec les autres. Les discussions ont exploré l'incidence de la numérisation sur les milieux de travail, qui oblige les gens travaillant dans des environnements numériques à accomplir plus de tâches qui exigent des compétences toujours plus complexes liées aux technologies de l'information et des communications (TIC). Les ministres ont parlé de leur propre expérience et de leurs initiatives pour faire en sorte que les citoyennes et citoyens soient munis des compétences requises pour participer efficacement à un monde toujours plus numérisé. Ils ont eu l'occasion d'examiner comment les politiques et les procédures des établissements pouvaient être revues pour mieux répondre aux défis et aux possibilités d'un monde numérisé.

M. Andreas Schleicher, directeur, Direction de l'éducation et des compétences de l'OCDE, a expliqué que le monde du travail était le théâtre de changements importants ayant de profondes répercussions sur les compétences dont les travailleuses et travailleurs ont besoin. À titre d'exemple, l'utilisation d'ordinateurs et de téléphones intelligents au travail a bondi de 20 p. 100 depuis 2005 (Eurofound, 2017) et, selon les prévisions, près de la moitié de la main-d'œuvre devra suivre une formation d'appoint compte tenu de la nécessité des compétences numériques. Et même pour les gens qui n'utilisent pas directement les TIC, leur milieu de travail a certainement été touché, les tâches devenant de plus en plus automatisées.

M^{me} Manuela Geleng, directrice par intérim, Affaires sociales et emploi, Commission européenne, a signalé que, lors du premier Sommet sur les compétences de l'OCDE, en 2016 en Norvège, l'Union européenne (UE) a adopté la Stratégie de l'OCDE sur les compétences, un cadre qui prévoit 10 mesures à prendre pour aider les gouvernements à offrir la formation, les compétences et le soutien adéquats dont les citoyennes et citoyens de l'UE

ont besoin. Elle a donné une présentation sur cette stratégie, en soulignant l'importance d'appuyer l'apprentissage continu, surtout qu'environ 40 p. 100 des Européennes et Européens ne possèdent pas les compétences numériques de base. Ce manque de connaissances numériques de base creusera ce qui est appelé le fossé numérique². Pour que le prochain budget à long terme de l'UE (2021-2027) réponde aux défis numériques toujours plus nombreux, M^{me} Geleng a signalé la création du programme Europe numérique³, une initiative qui soutiendra et consolidera les capacités numériques stratégiques de l'Europe.

M^{me} Gabriela Ramos, chef de cabinet de l'OCDE, sherpa pour le G20 et conseillère spéciale auprès du secrétaire général, a donné une présentation sur le thème *Inclusive Growth in the Digital Age* (la croissance inclusive à l'ère numérique). En s'appuyant sur les données de l'OCDE et un récent rapport de l'organisation intitulé *A Broken Social Elevator? How to Promote Social Mobility* (L'ascenseur social en panne? Comment promouvoir la mobilité sociale, juin 2018), elle a mis en relief certains faits, tels que : l'augmentation constante des inégalités dans les sociétés et l'évolution de la numérisation dans ce contexte; les écarts de productivité croissants entre les entreprises; le manque de mobilité sociale; ainsi que le fossé numérique toujours plus profond entre les hommes et les femmes.

M. Andrew W. Wyckoff, directeur, Direction de la science, de la technologie et de l'innovation, OCDE, et responsable du projet « Vers le numérique » de l'OCDE, a présenté quelques-unes des principales caractéristiques de la transformation numérique ainsi que son incidence sur le marché du travail. Il a souligné le caractère généralisé de la connectivité en ligne, les changements considérables futurs entraînés par les mégadonnées et les effets de la transformation numérique sur tous les secteurs de l'économie.

Dans sa présentation, M. Wyckoff a expliqué que les technologies numériques s'accompagnent d'un grand potentiel économique, génèrent des gains de productivité, créent de nouveaux emplois et permettent aux travailleuses et travailleurs de consacrer plus de temps aux aptitudes cognitives supérieures, telles que la résolution de problèmes et les activités de communication complexes. Il a de plus souligné que la numérisation, en modifiant la nature des emplois, change les types de compétences et la diversité des aptitudes requis pour réussir sur le marché du travail. Plusieurs des personnes présentes au sommet ont dit que les pénuries de main-d'œuvre qualifiée et l'inadéquation des compétences sont généralisées et qu'une formation et des qualifications pertinentes sont essentielles pour répondre à ces changements.

Les ministres ont de plus souligné l'importance de l'éducation de la petite enfance pour cultiver chez les enfants l'estime de soi et la confiance dès le plus jeune âge. Ils ont également insisté sur la nécessité de l'apprentissage continu, particulièrement pour les sociétés touchées par le vieillissement de la population active.

² Une inégalité économique et sociale au chapitre de l'accès aux TIC, de leur utilisation et de leur incidence.

³ Ce programme bénéficiera d'un investissement de 9,2 milliards d'euros.

M. Schleicher a souligné la grande capacité du Canada d'intégrer dans l'éducation la collaboration ainsi que la pensée critique et créative. Il a toutefois ajouté qu'il y avait encore du travail à faire au chapitre de l'intégration du respect, de l'empathie et de la résilience dans les ensembles de compétences des élèves.

En qualité de chef de la délégation du Canada, M. Hawkins a parlé de quelques progrès importants dans les systèmes d'éducation provinciaux et territoriaux. Reconnaisant le rôle de la technologie, il a souligné que ce rôle en éducation primaire-secondaire consistait notamment à orienter l'action sur les élèves et, ainsi, à faire en sorte que les systèmes d'éducation les aident à acquérir des compétences et leur permettent de créer des connaissances et de les communiquer. Il est reconnu que la technologie joue un rôle intégral dans la création d'environnements d'apprentissage centrés sur l'élève, personnalisés et authentiques et qu'elle devrait continuer d'être utilisée dans les environnements d'apprentissage. M. Hawkins a parlé du travail du CMEC sur les compétences globales et a expliqué pourquoi les systèmes d'éducation devaient outiller les élèves avec des compétences adaptables et transférables qui les préparent à des défis imprévus. Il a de plus souligné la nécessité pour les élèves de s'investir dans la citoyenneté démocratique et de consommer les médias avec un regard critique.

M. Hawkins a parlé des importants changements en cours dans sa propre province, Terre-Neuve-et-Labrador. Le 25 juillet 2017, le groupe de travail du premier ministre provincial a publié son rapport intitulé *Now is the Time: The Next Chapter in Education in Newfoundland and Labrador* (c'est maintenant : le prochain chapitre en éducation à Terre-Neuve-et-Labrador), qui contient 82 recommandations pour améliorer les résultats en éducation dans la province. Ces recommandations visent à améliorer l'apprentissage des jeunes enfants, le rendement en mathématiques, les résultats en lecture/littérature, l'éducation inclusive, la santé mentale et le bien-être des élèves, l'éducation multiculturelle, l'éducation coopérative, l'éducation autochtone ainsi que la formation et le perfectionnement professionnel du personnel enseignant.

Enfin, à la conclusion de la réunion, M. Hawkins a expliqué que les ministres de l'Éducation au Canada consultent les travaux de recherche toujours plus nombreux sur le potentiel des compétences globales pour apporter les changements nécessaires qui favoriseront un apprentissage plus en profondeur et qui se traduiront par des avantages mesurables. Il est donc essentiel que tous les élèves acquièrent ces compétences clés, notamment en raison de leur incidence sur la réussite scolaire, les relations, l'emploi, la santé et le bien-être. M. Hawkins a de plus rappelé l'importance de promouvoir l'entrepreneuriat et les comportements entrepreneuriaux chez les élèves comme compétences dont ils auront besoin pour naviguer dans le marché du travail.

Résultats clés

Les ministres présents au sommet ont pu échanger avec franchise à la fois sur la situation actuelle dans leur pays au chapitre des compétences et sur les plans qu'ils étaient en train d'élaborer pour relever les défis entourant les compétences que posera un avenir de plus en plus numérisé. Ils ont convenu de poursuivre l'adoption dans leur propre pays de solides politiques en matière de compétences.

Le Sommet sur les compétences 2018 de l'OCDE a permis au Canada de parler de certaines des principales politiques que nos gouvernements mettaient en place et de souligner le leadership et l'expertise de notre pays quant aux compétences globales. Il a servi de plateforme pour mettre en relief l'engagement du Canada à promouvoir un apprentissage plus en profondeur et à veiller à des avantages mesurables dans les diverses facettes de la vie, pour tous les élèves et pour la société dans son ensemble.

Les ministres ont demandé à l'OCDE de mettre en valeur ses travaux pour mieux comprendre les répercussions économiques et sociales de la numérisation et pour offrir aux pays des conseils stratégiques sur les mesures à prendre afin que l'ensemble de leurs citoyennes et citoyens possèdent les compétences requises pour participer pleinement et efficacement à une économie et à un monde numériques.

Conclusion

Le Sommet sur les compétences de l'OCDE a offert aux ministres responsables de l'éducation, du travail et du développement économique une importante plateforme où se rencontrer et discuter des enjeux déterminants auxquels faisait face leur pays respectif. Il leur a permis en outre d'échanger aux sujets de politiques, de pratiques et d'outils récemment mis en place et susceptibles d'être adoptés par d'autres pays pour améliorer leur propre système.

Les ministres ont jugé les discussions utiles et productives puisqu'elles ont porté non seulement sur le thème central de la technologie, mais également sur les liens de cette dernière avec d'autres secteurs et son incidence dans ces domaines. Ils ont répété la nécessité d'avoir une approche pangouvernementale dans ces dossiers et de consulter les parties intéressées, communautaires, locales et pancanadiennes dans cette démarche.

Le Sommet sur les compétences 2018 de l'OCDE a été pour les ministres une occasion précieuse de mettre en commun leurs politiques novatrices, de promouvoir les pratiques exemplaires et de tisser des liens.